

# Structures politiques et sociales: "papillons" et "moustiques"

Autor(en): **Jaggy, Yvette / Widmer, Ariane / Freymond, Dominique**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Tracés : bulletin technique de la Suisse romande**

Band (Jahr): **133 (2007)**

Heft 01: **Repenser la Suisse**

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-99538>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Structures politiques et sociales : « papillons » et « moustiques »

Participants à la troisième table ronde :

- Yvette Jaggi, géographe, ancienne présidente de l'Union des Villes suisses et ancienne syndique de Lausanne
- Ariane Widmer, urbaniste, cheffe de projet du SDOL (Schéma directeur de l'Ouest lausannois)
- Dominique Freymond, ancien chancelier du canton de Vaud, consultant en management, membre du Conseil d'administration de la Poste
- Pierre Maudet, conseiller communal à Genève, président du Conseil de la Suisse occidentale
- Martin Schuler, professeur EPFL, collaborateur du laboratoire Chôros, coauteur de l'« Atlas structurel de la Suisse »

Christian Schmid

Cette fois-ci l'introduction sera très courte. On voit ici ce qui était toujours présent, les cantons, j'appelle ça « les papillons » (fig. 1 et 2), il y a des exemplaires très exotiques. Moi j'aime beaucoup le canton de Soleure et je trouve très intéressant si on doit aménager ce canton. Il y a aussi le canton de Vaud, comme une boule un peu déchirée. Ou il y a aussi des exemplaires avec des trous, le canton de St-Gall dont le trou c'est Appenzell. Et c'est clair que si on essaye de mettre en convergence les cantons et les territoires selon notre typologie, les territoires urbains, c'est presque impossible. Il y a un seul cas de canton qui ait une certaine unité, c'est le canton de Zurich. Et on peut dire que selon notre analyse, le canton de Zurich couvre à peu près 80 % des richesses des gens et des entreprises de la région métropolitaine de Zurich. Tous les autres cantons sont complètement en décalage avec les développements spatiaux et urbains. Si on prend par exemple le canton d'Argovie, même une fusion ne serait pas une solution, parce que qu'est-ce qu'on fait avec Argovie ? Est-ce qu'il fusionne avec Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Zurich, Berne ou Lucerne ? On voit qu'il y a des problèmes. Même des fusions des cantons ne sont pas une solution.

L'autre chose qu'il faut affronter c'est : qu'est-ce qu'on fait avec les « moustiques » (les communes) (fig. 3), qui restent aussi et qui piquent [rires] et qui sont très nombreux ? Il n'y

a pas de solutions simples. Je pense que les fusions de cantons poseraient un grand problème, vraiment. Les fusions des communes c'est parfois une solution, parfois pas. Ça veut dire qu'il faut trouver d'autres moyens, d'autres solutions, d'autres formes de collaboration entre ces entités territoriales.

Francesco Della Casa, modérateur

Je voudrais tout d'abord demander à Ariane Widmer de nous décrire un cas concret, le Schéma directeur de l'Ouest lausannois, qui est un exemple de collaboration sectorielle très précise entre plusieurs communes.

Ariane Widmer

Le bureau du Schéma directeur est le résultat d'un travail de collaboration entre les huit communes de l'Ouest lausannois et Lausanne, sur un territoire qui, d'un point de vue topographique, est homogène. Ces communes ont une tradition de collaboration, en tout cas au niveau politique puisque les syndicats de ces communes se rencontrent depuis une trentaine d'années dans le cadre d'un bureau intermunicipal, pour travailler sur des domaines bien particuliers, tel que le feu, l'électricité, etc.

Ensuite est arrivée une sorte d'impasse, quand le canton décréta un moratoire sur la construction dans ce périmètre, notamment à cause de la question du trafic généré par de nombreux centres commerciaux qui se sont installés dans une ancienne zone industrielle qui perdait petit à petit de son intérêt. Cette impulsion a obligé les communes et le canton à se réunir pour trouver une solution, ce qui a donné une première convention. Ce document directeur a permis de concrétiser une première action, qui a été d'ouvrir un bureau intercommunal. Donc depuis 2003, le bureau du Schéma directeur travaille très concrètement sur le territoire de l'Ouest lausannois, d'une manière toujours relativement informelle. On court-circuite parfois des processus, on va un peu plus vite que la démocratie ne le voudrait. On essaye néanmoins d'informer, de faire participer, de donner de nombreuses occasions où les législatifs, mais aussi le public peuvent intervenir dans le processus d'élaboration de projets. [...]

Francesco Della Casa

A propos de la question de l'échelle institutionnelle et de l'augmentation de la masse critique, faut-il préférer la métropolisation aux villes ? J'aimerais suggérer à Mme Jaggi de réagir à cette opposition entre ville et métropole.

Yvette Jaggi

On l'a dit déjà plusieurs fois, on est dans une opposition due à des problèmes d'échelles. D'échelle non seulement territoriale, mais aussi d'échelle de temps. On a évoqué tout à l'heure l'idée des isochrones qui donnent une autre idée de l'espace et de son usage possible. Et on s'aperçoit qu'effectivement, la Suisse territoriale a changé, mais que les collectivités territoriales, elles, ont gardé leurs dimensions de papillons ou de moustiques. Et encore est-on resté dans les territoires physiques, on n'a pas tellement évoqué les territoires virtuels, qui jouent aujourd'hui un rôle très important, mais qui ne feraient que compliquer le problème.

Pour en revenir à ces questions d'échelles et d'éventuelles fusions, il faut bien voir que dans l'économie on est dans une logique de regroupement, de concentration, d'intégration continue, alors que dans la politique on est plutôt dans une logique ou dans un processus identitaire, de fragmentation, de compartimentage, de limitations, de frontières, de subdivisions de l'espace qui font ces 2740 moustiques qui circulent dans l'air helvétique. Je crois que les plus gros de ces moustiques, nos cinq grandes villes ou nos neuf plus grandes villes, n'ont pas la dimension de villes moyennes à l'échelle européenne. Mais du point de vue de l'offre culturelle, sportive, économique et sociale qu'elles présentent, elles ont une

diversité, une hétérogénéité – caractère fondamental de la ville – infiniment plus riche que des villes même plus importantes des pays voisins. Alors, le gros moustique appelé « ville » a-t-il un sens ? Est-ce qu'il ne faudrait pas l'envisager comme une espèce de constellation ? Est-ce qu'il y a un vol groupé des moustiques ?

Je crois que, dans la mesure où on affirme l'autonomie communale, c'est clair qu'il n'y a qu'une métropole en Suisse, Zurich. Les autres sont, à mon sens, des abus de terme. Et je préfère incontestablement le terme de « ville », qui évoque d'ailleurs l'urbanité européenne d'une manière plus sensée et plus sociale que la configuration métropolitaine. Cela dit, le « Portrait urbain » de l'ETH Studio Bâle renouvelle effectivement la représentation qu'on se fait du territoire en Suisse, de son occupation et des problèmes que son aménagement peut représenter. Davantage que des descriptions de la situation, on a cette fois des hypothèses, une ouverture de débat, pour reprendre le terme de Monsieur de Meuron.

Reste la suite, la recherche de solutions et leur mise en œuvre. Monsieur Cramer a dit tout à l'heure : « Reprenons le problème par l'autre bout, mettons en œuvre, essayons de voir ce que ça fait quand on le fait et après on théoriserait tout ça. » Ça me paraît un peu délicat, mais peut-être qu'en définitive, l'histoire des villes, l'histoire des métropoles, l'histoire de la gestion des territoires, problème géopolitique par excellence, on n'est pas vraiment doués pour les résoudre en Suisse. Parce qu'on entretient un rapport perturbé à la centralité, on n'ose pas s'assumer comme centre : d'une part, ça fait mauvais genre quand ça dépasse, quand ça s'assume, d'autre part, on vit avec cette ivresse de la cellule de base de



la démocratie, c'est-à-dire la commune, qui a « x » attributs, plus et y compris celui de l'autonomie fiscale. Alors au moins, les villes ont l'avantage d'exercer cette autonomie, et en particulier cette autonomie fiscale à une échelle qui est plus acceptable que celle des plus petites communes.

*Francesco Della Casa*

Pierre Maudet, en tant que président du Conseil de la Suisse occidentale, ces questions d'échelles, de regroupements institutionnels, qu'avez-vous à en dire ?

*Pierre Maudet*

Le Conseil de Suisse occidentale est un organe consultatif qui s'est auto constitué pour réfléchir aux questions régionales de la Suisse occidentale. C'est en fait la suite logique de l'expérience qui s'est conclue de manière assez abrupte en 2002, qui visait à fusionner le canton de Vaud et le canton de Genève, concrétisée par deux initiatives populaires. Elle a permis de lancer un débat assez vaste et je suis heureux aujourd'hui de voir qu'on retrouve les mêmes termes, qu'on arrive à coller à une réalité cette fois bien argumentée à l'échelle de l'ensemble de la Suisse grâce à cette étude et au livre, que je salue également. [...]

Ceci étant dit, les cantons actuels, [...] c'est un morcellement à l'image de la politique suisse où on a tout atomisé, pour bloquer dans une constellation la plus complexe possible toute décision susceptible de faire évoluer la situation. Et toute décision qui, au contraire, proroge le statu quo est jugée par les institutions politiques comme bonne parce qu'on perpétue un système qui aurait fait ses preuves. Donc les cantons, dans leur statut actuel, me semblent complètement dépassés. L'expérience d'une tentative de fusion a été vouée à l'échec parce qu'on reprenait des frontières déjà existantes. [...]

Quand on parle de restructuration ou de refonte de l'institutionnel par rapport à la vie réelle, quels sont les axes en fonction desquels on pourrait envisager de réviser cet échelon intermédiaire des cantons ? [...] Moi ce qui m'intéresse, et c'est ce qu'on fait à travers le Conseil de Suisse occidentale, c'est de travailler sur l'échelon intermédiaire, partant de l'idée que les cantons deviennent aujourd'hui de simples zones d'exécution administrative de la Confédération.

Je pense qu'au-delà de la doctrine de la masse critique, qui est empruntée à l'économie, on doit envisager aujourd'hui une refonte de ces espaces selon quatre axes. Le premier axe, c'est l'axe fiscal, l'axe financier, la capacité contributive d'une aire géographique. Le deuxième axe, c'est l'axe de la mobilité ou des échanges personnels physiques; les cantons ont été constitués à une époque où il s'agissait de pouvoir rallier le

chef lieu à une journée de cheval au maximum, aujourd'hui ce n'est à l'évidence plus un critère de fondation géographique. Le troisième axe, c'est les échanges de savoir, qui sont extrêmement importants, c'est l'axe culturel dont on a relativement peu parlé. Puis le quatrième axe, c'est les échanges et les flux énergétiques, qui, là aussi, fondent de mon point de vue les espaces que devraient être les cantons. Donc voilà la piste que je voudrais lancer pour les cantons. Sur la forme, les fusions ne marcheront jamais, on en a fait l'expérience.

[...] Deux mots sur les communes. De mon point de vue, la Ville de Genève n'existe que par sa capacité de nuisance et de blocage. On en voit les avatars réguliers dans la presse. Mais c'est valable également pour d'autres communes. [...]

*Francesco Della Casa*

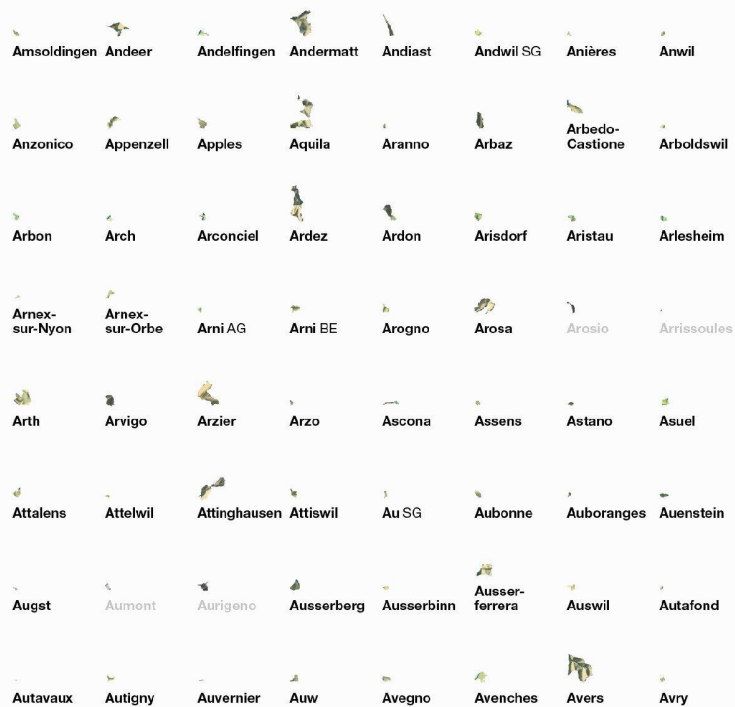
Monsieur Schuler, vous avez très récemment mis la dernière main à l'« Atlas structurel de la Suisse », est-ce que vous pouvez nous le présenter en quelques mots ?

*Martin Schuler*

Une remarque d'abord sur la métropole : la Suisse est un laboratoire magnifique, elle possède une métropole bâloise dans laquelle le canton forme plus ou moins la ville-centre, une seconde, Genève, où c'est plus ou moins l'agglomération, une troisième, Zurich, qui couvre l'espace fonctionnel à 85 % et puis Lausanne et Berne, dans lesquelles l'espace urbain est plus petit que le reste. Est-ce qu'il y a un niveau de fonctionnement adéquat ? Il n'y a pas de recherche qui pourrait le dire. Par contre ce qu'on pourrait dire, c'est que ces régions sont normalement entrées dans les conflits les plus forts au moment d'un changement d'échelle.

A Bâle, ça a abouti à une magnifique collaboration transfrontalière depuis quarante ans (fig. 4). A Genève, le conflit date des années quatre-vingt, il est probablement relativement moins bien réussi qu'à Bâle jusqu'à maintenant. Zurich n'a rien remarqué jusqu'au moment où la frontière est venue vers l'aéroport. Et Zurich a vécu une situation de surprise complète par rapport à une situation, à une région qu'on a pu complètement déconsidérer [...]. Je ne pense pas que Lausanne soit l'espace urbain le mieux géré, même si c'est à l'intérieur d'un canton. Alors, par rapport à toute cette question de fusions, ça donne probablement une autre réponse : la manière de traiter ces espaces est plus importante que le contenu fonctionnel.

Et ça mène vers cette question de la fiscalité qui serait à l'origine du mauvais fonctionnement au sein des cantons et des agglomérations. Avec le troisième « Atlas » que nos équipes ont produit en vingt ans, ce thème était toujours au



3

cœur des préoccupations et il n'y a aucune réponse politique. A Zurich, les entreprises et surtout les personnes physiques paient 15 % de moins d'impôts qu'en moyenne nationale. A Berne, Bâle ou Lausanne, un peu moins qu'à Genève, où on paie actuellement 15% de plus. C'est une situation qu'aucun pays ne connaît dans le monde, à part peut-être l'Australie. Et ceci pour des distances qui ne dépassent pas trois cent kilomètres ! Ce n'est toujours pas remis en question, parce que visiblement ça apporte beaucoup d'avantages à l'économie. [...]

*Francesco Della Casa*

Dominique Freymond, par votre mandat au Conseil d'administration de *la Poste*, vous représentez au fond une des rares institutions unitaires de ce pays, avec l'armée, les chemins de fer et la NATI [rires]. Comment interprétez-vous cette lecture du territoire à cinq typologies différentes proposée par l'*ETH Studio Bâle* ?

*Dominique Freymond*

En 1990, j'ai créé avec quelques amis le groupe « A propos » (Analyses et PROpositions POLitiques). Ce petit groupe soulevait des questions au-delà des partis, particulièrement la fusion des communes dans le canton de Vaud. [...] Dans le canton de Vaud, il y a 100 communes sur 385 qui comptent moins de 100 habitants, donc elles n'ont pas la taille critique pour fonctionner. Maintenant rien ne se fait, car la pression n'est pas suffisante, sauf si une commune est au bord de la faillite, ou s'il y a de graves difficultés pour la gérer, alors elle accepte peut-être une fusion.

Il est clair que pour *la Poste* c'est un problème parce qu'elle est perçue comme étant une des entités qui donne une légitimité à une commune. Le réseau postal est passé de 3600 agences à 2500 points de contact. Il y a eu des changements d'habitudes considérables, puisque maintenant on

va à la poste qui est proche de son lieu de travail ou bien on utilise l'offre *PickPost* où vous pouvez demander d'aller prendre votre courrier et vos paquets dans la station service de votre choix. Parce que les habitudes des consommateurs ont totalement changé, il a fallu redimensionner les agences postales, parce que certaines ne recevaient plus que quelques clients dans la journée, d'où un problème de rentabilité.

*Yvette Jaggi*

Dans toutes ces cartes, et y compris dans le nouvel « Atlas », si riche du point de vue de la variété des modes de présentation cartographique et de l'exploitation des données, il manque quand même partout des cartes du symbolique. Parce que tout ça, ce sont des représentations d'une certaine réalité, plus ou moins bien pondérées, plus ou moins finement restituées, mais la carte du symbolique, on voit ce qu'elle pourrait être par les réactions que suscite par exemple la notion de friche alpine.

Quand on dit friche industrielle, friche urbaine, ça va très bien. C'est le genre de qualifications acceptables ou de localisation acceptable. Mais friche alpine ! Penser que les Alpes, espace sacré et symbolique par excellence de la Suisse, pourrait être rabaissés au niveau de friches. Car les friches, c'est du chénit, dans l'esprit des gens. Et ça, aucun Atlas n'est pondéré d'après cette valeur symbolique, qui se retrouve d'ailleurs même dans les votations.

Vous avez peut-être vu la représentation de la Suisse selon le vote du milliard dit de cohésion ? Le fleuve du non va de Schaffhouse au Tessin en passant par Thurgovie, St-Gall, les deux Appenzell, Schwyz, Glaris et Uri, les deux Obwald, Nidwald, c'est même plus une carte de résultat des votations, c'est une carte de symboles. Lesquels ? J'aime mieux ne pas y penser.

On devrait peut-être superposer les cartes réelles avec des cartes aussi fines que possibles, isochroniques, et la carte

symbolique. Peut-être que là on verrait quels sont les insectes auxquels il faut accorder la survie parce qu'on n'arrivera jamais à les tuer [rires] et quels sont ceux que, peut-être, on pourrait inciter à voler un peu moins haut.

*Martin Schuler*

D'abord, il me semble important de revenir sur l'état des statistiques suisses, qui est excellent mais qui risque de devenir lamentable. Il est absolument indispensable de veiller que cette richesse soit maintenue. [...] L'analyse sur l'ensemble de la Suisse de ces données statistiques est d'une richesse incroyable. Ce qui en sort, c'est que les différences à l'intérieur des espaces urbains sont probablement grandissantes, sur bien des plans. Et ce qui en sort aussi, c'est qu'il y a des concentrations d'habitants à revenu modeste, à faible formation dans certaines régions. Ce qui est étonnant, c'est que ces régions-là sont de bonnes adresses pour les entreprises. En Suisse, les meilleures entreprises sont situées dans les centres et dans les parties suburbaines comprenant une forte population immigrée ou une concentration de faibles revenus. C'est un immense atout pour un pays.

*Pierre de Meuron*

Quelques remarques: je voudrais tout d'abord saluer la qualité du débat d'aujourd'hui. Un débat qui n'a pas eu lieu en Suisse alémanique jusqu'à maintenant et qui n'a pas eu lieu au niveau suisse en général. Donc, c'est la première fois que nous faisons l'expérience d'un débat à ce niveau-là. J'aimerais donc féliciter les organisateurs et les participants.

Concernant les remarques d'Yvette Jaggi à propos de la connotation négative de la friche (fig. 5). Pour moi la friche, ce n'est pas seulement ça. En allemand, le terme «Brache», que nous avons traduit par friche, ce n'est pas seulement «Abfall» ou détritrus, mais c'est aussi quelque chose qui dort ou qui sommeille ou qui a un potentiel pour une prochaine éclosion. La «Brache» n'est pas une chose définitivement obsolète. Le terme vient du monde rural et il aurait plutôt fallu traduire par jachère. Et donc si ça a été mal traduit en français, c'est le moment de corriger. [...]

A propos du symbolisme. En 1992, Jacques Herzog et moi-même, nous avons fait une étude qui s'appelait: «Bâle, une ville en devenir ?». On avait fait un psychogramme de la ville qui était vraiment désastreux. La Ville de Bâle et le canton de Bâle avaient mis toutes les choses négatives – usines, cimetières, épurations des eaux – dans une couronne autour du canton, de la ville, le long de la frontière. Et pas seulement le long de la frontière vis-à-vis de l'Allemagne ou vis-à-vis de la France, mais aussi de Bâle-Campagne. Donc en montrant

cette carte, ça a été un choc pour les Bâlois: «Qu'est-ce qu'on a fait ces dernières décennies ou ces derniers siècles, depuis 1833 ? On n'a pas fait un mur physique, mais on a fait un mur fonctionnel autour de nous.» Et je pense que c'est là où une carte peut aider, ou l'image peut aider à provoquer des déclics. Donc il est possible de rendre visible certains phénomènes et d'essayer de trouver un changement, même si ça ne réussit pas toujours.

Pour moi, ce serait intéressant maintenant de superposer la carte des frontières communales avec notre proposition synthétique, même si celle-ci n'est pas définitive et assez vague. Ce serait intéressant de voir comment ces deux modes de représentation agissent l'une sur l'autre. Et je pense que pour le débat futur, ce serait le sujet principal: comment est-ce qu'on peut trouver un développement avec ces frontières cantonales et communales ?

*Francesco Della Casa*

Je voudrais citer le témoignage d'une personne qui a réalisé une recension de votre ouvrage alors qu'elle ne connaît pas la Suisse, ni tous ses codes. Ce mode de représentation abstrait, vu à distance, était pour elle une représentation totalement nouvelle. Au fond, ce que vous avez fait, ce n'est pas un portrait de la Suisse, mais c'est une invention d'un nouveau type de représentation du monde... Vous avez fait peut-être une invention qui va au-delà de la Suisse.

*Dominique Freymond*

On peut se rappeler ce qui s'est passé avec les premières photos de la terre lors de l'expédition Apollo et la première fois qu'on a vu la terre, cette boule bleue, ça a été une prise de conscience extraordinaire par rapport à la fragilité de notre système et c'est peut-être à la base des mouvements écologiques. Et moi, je trouve que cette carte-là, ça a le même effet. C'est de voir la Suisse différemment et c'est important que ça soit visuel. C'est un symbole fort. Je crois que ça peut inspirer des cantons qui puissent dire: voilà où j'en suis. Est-ce que je suis une région qui a du potentiel, qui en a moins, comment je m'identifie avec ce potentiel-là et comment je fais au mieux de ce qui m'est donné. Parce que Leysin ne sera jamais un centre bancaire et peut-être qu'en étant dans une friche alpine, elle pourrait développer autre chose.

*Christian Schmid*

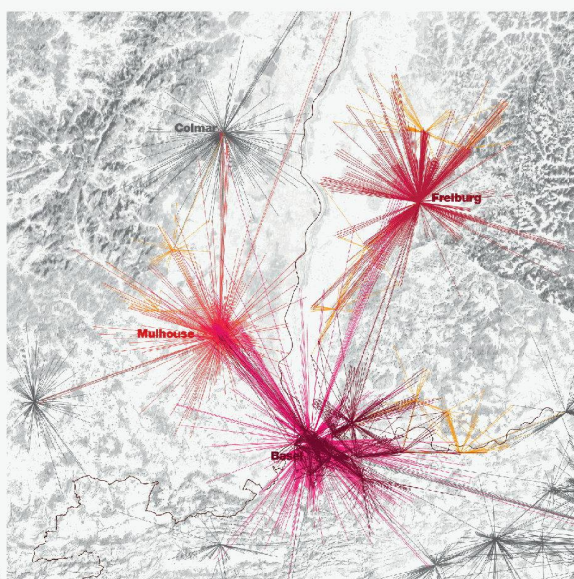
Bien sûr, je trouve super cette réponse, mais ce qui est clair, c'est que l'espace n'est pas seulement l'espace physique mais c'est d'abord l'espace conçu mentalement. Dessiner différents modèles d'une manière différente ou selon des

représentations différentes de l'espace, c'est aussi une manière d'ouvrir une possibilité de changer quelque chose. Et là, il faut aussi ajouter, c'est le constat de changements assez profonds qui arrivent. Par exemple, les communes. Avant la deuxième guerre mondiale, il y avait encore des fusions mais après, ça s'est arrêté, ce n'était plus possible, je l'ai écrit moi-même il y a dix ans. Aujourd'hui, la situation a changé. Si pendant quarante ans, il était même impossible de discuter de fusions des communes aujourd'hui, il y a beaucoup de discussions, il y a quelques fusions mais ça devient une option réaliste. Dans ce sens-là, il y a des changements qui arrivent assez vite. Et parfois, il y a des changements qui sont peut-être aussi très importants même sans que les organisations changent.

Par exemple, on peut toujours dire aujourd'hui que la Suisse n'appartient pas à l'UE, mais cependant la Suisse fait partie de l'Europe dans plusieurs domaines. Même si on a voté non, on a, entre-temps, fait des accords bilatéraux qui ont peu à peu intégré la Suisse dans l'Europe même sans qu'elle en fasse partie. Et je pense qu'avec les communes, les cantons, c'est la même chose: on peut changer les choses sans faire un grand changement institutionnel. Et je pense que c'est peut-être ça la voie qui se dessine.

*Lorette Coen*

L'Ouest lausannois, c'est exactement ce genre d'exemple, me semble-t-il...



*Ariane Widmer*

Oui, c'est finalement la logique de chaque projet qui nous soude. Que cela soit clair: on travaille sur des projets de transport et c'est sur ces projets en fait qu'on va trouver les moyens, des clés de répartition financière très simples dans lesquelles on implique parfois des tiers, des institutions comme les CFF, qui vont participer à ce projet. Mais c'est vrai que chacun voit son intérêt dans le projet.

A part ça, je m'aperçois aussi que le projet de l'Ouest lausannois a la chance d'être dans l'aire métropolitaine lémanique. On est vraiment dans un endroit où les intérêts se focalisent, où l'argent afflue – le fond d'infrastructure des agglomérations –, c'est pour nous un puissant vent arrière dans le travail que nous menons.

*Question du public (Daniel Marco)*

On devrait presque se poser la question de savoir quel projet on propose pour la Suisse. Ce que l'ETH Studio Bâle a fait, c'est un nouveau programme. Je reconnais qu'il y a des éléments de projet, mais il faut quand même le temps qu'il y ait des projets réels. Ce que vous avez dit sur le projet d'agglomération de l'Ouest lausannois, c'est un projet avec de la négociation. On doit tenir compte des gens pour qui on fait le projet, parce que la Suisse n'est pas encore une mégapole. Moi, je fais la différence entre la mégapole et la métropole, peut-être que j'ai tort. La métropole, ou un territoire métropolitain c'est encore, selon Alain Lipietz, un territoire négocié. Et en Suisse, on a encore une culture de la négociation. Et je trouve qu'on doit faire ce que vous dites. Faire du projet, avoir un projet pour toutes les choses, y compris pour les friches, et puis en discuter et surtout, le négocier avec les gens. On peut avoir un cadre général et je crois que c'est très important, il faut avoir un projet.

*Dominique Freymond*

Votre idée est excellente et je la soutiens entièrement. La difficulté, c'est quand vous avez des projets à géométrie variable et tout-à-coup, vous vous trouvez avec une commune pour travailler sur l'épuration, une autre commune sur les pompiers, etc. Et à ce moment-là, c'est les mêmes personnes qui sont tout le temps sollicitées et vous avez un problème de ressources. Et c'est ça qui est important. Je crois que pour l'Ouest lausannois, vous faites ce projet toujours avec les mêmes partenaires?

*Ariane Widmer*

Non, on vit le problème des ressources – que ce soit clair – on mobilise, on essaie d'avancer comme un « trax », en mobi-

lisant tout le monde, en essayant d'avoir tout le monde avec nous, mais on voit qu'il nous manque de la puissance. Et dans ce sens-là, si on avait une structure régionale, d'agglomération, ça serait évidemment pour nous une aide – me semble-t-il.

*Olivier Crevoisier*

Je constate aussi la complexité institutionnelle, la très grande difficulté à développer des projets. J'adore la notion de projet mais je m'aperçois d'une chose: on n'arrive plus à les mettre en œuvre parce que tout est devenu trop complexe. Si je regarde un petit peu en arrière, quand est-ce que la Suisse a bougé? C'est quand il y avait une pression de l'extérieur. Maintenant qu'il y a l'Europe, il y a le système de Bologne, on a daigné de se mettre d'accord entre Neuchâtel, Fribourg et Lausanne, pour avoir des licences en trois ans, partout, et avec un master à la suite. Jusque là c'était impossible. [...]

Je crois qu'il faut absolument prendre en compte les échelles supérieures parce que c'est celles-là qui sont déterminantes, et les réflexions qu'on fait ici, c'est des réflexions qui sont en lien étroit avec ce qui se discute aussi ailleurs et les échelons institutionnels aujourd'hui vont aussi jusqu'au niveau européen, en tout cas, et ils ont tendance à nous tomber dessus sans qu'on le réalise peut-être.

*Pierre Maudet*

Jusqu'à quel point la pression au changement, sous l'angle institutionnel, est-elle pertinente? Finalement, je suis assez d'accord avec vous, on vit des blocages successifs qui s'empilent. On n'a pas l'impression que ça a une incidence sur la réalité économique.

Même si on peut rire pour le moment du monde politique qui arrive toujours avec un coup de retard, je crois, comme Monsieur Cramer l'a dit tout à l'heure, que finalement le rôle du politique c'est de rendre possible ce qui est nécessaire. Le seul ennui, c'est que tout le monde n'est pas encore d'accord sur ce qui est nécessaire. Et là, ce temps de retard, on va à mon avis le payer cher, parce que si le monde économique peut se retourner assez vite, le monde politique ne le peut pas forcément et ça, ça se paie comptant.

Le deuxième aspect, c'est la pression extérieure, qui est aujourd'hui énorme, diffuse, notamment à travers toute la législation européenne qui s'applique aussi à la Suisse. On a des parlementaires fédéraux dans la salle, ils savent bien que ça nous oblige à prendre des dispositions. [...]

*Pascal Corminboeuf*

Un mot d'espoir, peut-être, concernant un projet dont j'ai parlé très rapidement en deuxième partie, c'est le gymnase

intercantonal de la Broye. Imaginez-vous qu'aujourd'hui, dans ce gymnase, cohabitent très bien ensemble des élèves de deux cantons, dont l'un va à la maturité en sept ans et l'autre en six ans; les profs vaudois sont mieux payés que les profs fribourgeois, ils enseignent dans la même école et les deux cantons ont voté pour ce gymnase à une très forte majorité. Donc ça veut dire que si on a un projet et qu'on y croit, on arrive à le réaliser même si les syndicats ne voulaient pas en entendre parler. [...]

*Jean-Daniel Marchand*

Pour moi aussi, il y a une note d'espoir. L'évolution va dans le bon sens, mais à quel rythme? [...] Car si vous observez avec quelle vitesse la Catalogne a démarré et où elle en est maintenant, la Lombardie, la force qu'elle a dans son développement. Alors, effectivement la Suisse va dans le bon sens, mais pas à la même vitesse. Il y a une quarantaine d'années, la Suisse avait bénéficié d'un avantage parce qu'elle n'avait pas été pénalisée par la guerre. Mais la vitesse de révision de ses modes de pensées est malheureusement trop lente à l'échelle du monde qui nous entoure. [...]

*Yvette Jaggi*

Effectivement, il y a des questions d'arythmies. Et puis, il y a les notes d'espoir qui, sauf rarissimes exceptions, sont la mise en œuvre de ce goût des grandes complications qui nous habitent dans ce pays d'horlogers, typiquement représentées par le gymnase de la Broye.

L'article 50 de la Constitution, c'est exactement ça: on a dit qu'on faisait un geste pour les villes – des villes et des agglomérations urbaines. Je me demande par ailleurs quelles sont les agglomérations qui ne sont pas urbaines [rires], enfin bon, il paraît que cette précision devait absolument être introduite. Et comme si, en matière de pléonasmisme et de contradiction, cela ne suffisait pas, on a encore empilé derrière les régions de montagne. Donc, de toute façon, la Confédération doit tenir compte de tout le territoire et de toutes les communes [rires]. C'est vraiment un travers admirable que cette volonté de tout empiler. Alors dans ce sens-là, on est quand même capable de vivre ensemble, puisqu'on sait tenir compte des intérêts de tout le monde et finalement – peut-être – pas tout à fait de personne.

*Dominique Freymond*

J'aimerais ajouter un complément sur l'aspect des technologies. Je viens d'un petit hameau de douze maisons, cinquante habitants et trois cents vaches et maintenant je travaille à Zurich avec un collègue neuchâtelois, on travaille



grâce à Internet avec une collaboratrice qui est en Allemagne et qu'on a jamais rencontrée. Nos communiqués sont faits par quelqu'un qui est en Nouvelle-Zélande. Je crois que le paysage a aussi changé par ces nouveaux modes de fonctionnement. Le coût du pétrole et du transport vont augmenter, les technologies vont changer aussi, ce qui fait qu'on va avoir à travailler à distance avec d'autres modes de déplacements. [...] Je crois qu'il sera intéressant de voir cette évolution dans les années à venir.

*Yvette Jaggi*

Beau thème pour les fabricants d'atlas : les espaces symboliques et les espaces virtuels.

*Martin Schuler*

Dans notre « Atlas » il y a une vision plus particulière sur l'évolution depuis les années 70, donc par périodes de dix ans. Ce qui sort assez clairement, c'est que les années 70 étaient une période de désindustrialisation et de pré-allocation de l'axe du Jura et du pied du Jura vers le Moyen Pays et le Centre.

Les années 80 sont une période de forte décentralisation, à toutes les échelles, au moins sur le plan quantitatif. Les années 90 sont marquées par une métropolisation forte dans l'ouest du pays et dans la grande région de Zurich. La réponse de la politique dans les années 70 était en faveur des régions de montagne et accessoirement des régions industrielles, avec un décalage de quelques années par rapport aux grands thèmes – c'est-à-dire l'exode rural des années 50 et 60. Pendant vingt ans, la partie non urbaine a une croissance plus forte pendant cette période-là, la politique était adressée aux régions. Yvette Jaggi a été une des actrices les plus influentes pour réorienter le discours sur l'urbain, qui est maintenant à son apogée, et nos publications sont le reflet de ce changement d'optique.

Le déclin du rural est marqué, mais aussi celui des centres moyens, du point de vue des emplois qualifiés. Et cette évolution-là se fait dans une période de promotion de l'urbain. Cette contradiction mérite d'être discutée. [...] Dans trente ans, on risque de regretter que nos Alpes aient l'aspect des vallées françaises dans lesquelles on ne trouve plus aucune vache. Il faut donc aussi réfléchir à long terme sur ces espaces tranquilles. Je pense que le plateau vaudois et fribourgeois est la dernière grande partie du plateau suisse relativement préservée. Mais c'est celle qui est la plus menacée. Sauvez Lavaux – était évident. Sauvez le Gros-de-Vaud ou la Glâne ou la Broye, est probablement une urgence aménagiste tout aussi importante aujourd'hui.

*Jean-Daniel Marchand*

Une remarque sur l'urbain. La France est en train de commettre une erreur avec Monsieur Borloo, qui veut répartir sur l'ensemble de la France des habitations à 100 000 euros. Ça sera une catastrophe : chacun aura sa voiture, dispersé sur un territoire énorme autour de Paris. A l'heure actuelle, les frais de déplacements, l'énergie dépensée par homme et par année pour se déplacer à Tokyo ou à Séoul est sept fois inférieure à celle que vous avez à Huston, aux Etats-Unis. Cela veut dire que quand on va s'orienter vers une élévation du coût de l'énergie, il faudra bien trouver des aménagements qui permettent aux gens de se déplacer avec les moyens qu'ils auront à cette époque-là. Donc, on va inévitablement vers des concentrations. Je pense qu'on n'a pas atteint l'apogée de l'urbanisation. On est en Suisse à l'orée d'une urbanisation plus forte, avec une densification plus forte au niveau des villes. Donc, je crois que ce phénomène-là ne concerne pas que la Suisse, mais va concerner l'Europe entière.

*Christian Schmid*

Ces perspectives ne sont pas contradictoires. On peut favoriser la concentration dans les villes tout en préservant les qualités, par exemple du Gros-de-Vaud ou de la Gruyère. Ça peut entrer dans la même stratégie. Et si on met en perspective les conséquences d'une périurbanisation continue, à la fin on va perdre tout, les réserves naturelles ou les réserves de paysage. Et on va perdre les villes en même temps.

Applaudissements, fin du colloque



5